

« 4° Diplôme de pharmacien ;
 « 5° Succès aux examens de fin de première et deuxième année de pharmacie (régime d'études fixé par le décret n° 62-1393 du 26 novembre 1962 modifié) sous réserve que les candidats aient obtenu une moyenne générale égale ou supérieure à 12 aux épreuves écrites de chacun de ces examens ;
 « 6° Diplôme de docteur vétérinaire ;
 « 7° Admissibilité aux épreuves orales du concours d'entrée à l'école normale supérieure ou à l'école normale supérieure de jeunes filles (section des sciences, groupe C).

« Les candidats dispensés du certificat préparatoire aux études médicales en application des dispositions ci-dessus doivent toutefois satisfaire au cours de la première année d'études de médecine à des épreuves complémentaires portant sur la biochimie, organisées dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'éducation nationale. Sonty dispensés de subir ces épreuves les titulaires du diplôme de pharmacien ou du certificat d'études supérieures de biochimie, microbiologie et physiologie végétale (B. M. P. V.). »

Art. 2. — Le ministre de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 novembre 1965.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'éducation nationale,
 CHRISTIAN FOUCHET.

Décret n° 65-926 du 5 novembre 1965 modifiant le décret n° 64-1093 du 26 octobre 1964 pris en application de l'article 17 du décret n° 60-759 du 28 juillet 1960, modifié par le décret n° 63-875 du 24 août 1963, portant réforme du régime des études et des examens en vue du doctorat en médecine.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,

Vu l'ordonnance n° 58-1373 du 30 décembre 1958 relative à la création de centres hospitaliers et universitaires, à la réforme de l'enseignement médical et au développement de la recherche médicale ;

Vu le décret n° 60-759 du 28 juillet 1960 portant réforme du régime des études et des examens en vue du doctorat en médecine, modifié notamment par le décret n° 63-875 du 24 août 1963 ;

Vu le décret n° 64-1093 du 26 octobre 1964 pris en application de l'article 17 du décret n° 60-759 du 28 juillet 1960, modifié par le décret n° 63-875 du 24 août 1963, portant réforme du régime des études et des examens en vue du doctorat en médecine ;

Vu l'avis de la section permanente du conseil de l'enseignement supérieur,

Décète :

Art. 1^{er}. — Par dérogation aux dispositions du paragraphe 2° de l'article 1^{er} du décret n° 64-1093 du 26 octobre 1964 pris en application de l'article 17 du décret n° 60-759 du 28 juillet 1960, modifié par le décret n° 63-875 du 24 août 1963, portant réforme du régime des études et des examens en vue du doctorat en médecine, les étudiants qui, à l'issue de l'année universitaire 1964-1965, ont échoué aux examens de fin de troisième année d'études médicales, suivant le régime fixé par le décret n° 60-759 du 28 juillet 1960, pourront, au cours de l'année universitaire 1965-1966, s'inscrire soit en troisième année d'études, suivant le régime fixé par le décret n° 60-759 du 28 juillet 1960, soit en troisième année d'études, suivant le régime fixé par le décret n° 63-875 du 24 août 1963.

S'ils échouent aux examens organisés à l'issue de l'année universitaire 1965-1966 sous l'un ou l'autre régime d'études, ils s'inscriront en troisième année, suivant le régime fixé par le décret n° 63-875 du 24 août 1963.

La scolarité de la cinquième année de médecine sera aménagée en ce qui les concerne par arrêté du ministre de l'éducation nationale. A l'issue de cette année ils devront accomplir un stage pratique de neuf mois.

Art. 2. — Le ministre de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 5 novembre 1965.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'éducation nationale,
 CHRISTIAN FOUCHET.

Création du brevet d'Etat de moniteur de voile (1^{er} degré).

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu le décret n° 63-619 du 29 juin 1963 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est créé un brevet d'Etat de moniteur de voile (1^{er} degré), qui confère à ses titulaires le droit d'enseigner la voile à titre rémunéré. En ce qui concerne la zone maritime, ce droit n'est accordé que dans un rayon d'action de 2 milles marins à partir de la côte.

Art. 2. — Pour être admis à se présenter aux épreuves de l'examen pour l'obtention de ce brevet, il faut être âgé de dix-huit ans révolus à la date de l'examen et avoir subi avec succès un test obligatoire de natation (distance : 100 mètres, départ plongé).

Art. 3. — Tout candidat à l'examen prévu à l'article 1^{er} ci-dessus doit adresser à cet effet, au moins un mois avant la date de l'examen, au chef du service de la jeunesse et des sports du département où a lieu l'examen un dossier comprenant les pièces suivantes :

- 1° Une demande d'autorisation de se présenter à l'examen pour l'obtention du brevet d'Etat de moniteur de voile (1^{er} degré) ;
- 2° Un extrait d'acte de naissance ;
- 3° Un bulletin n° 3 du casier judiciaire, datant de moins de trois mois ;
- 4° Un certificat médical d'aptitude à la pratique du nautisme, délivré depuis moins de trois mois ;
- 5° Une copie certifiée conforme ou une photocopie du permis de conduire en mer les bateaux à moteur (délivré par le secrétariat général de la marine marchande) ou de tout autre brevet ou permis pouvant lui être substitué ;
- 6° Deux photos d'identité.

Art. 4. — Le jury chargé d'examiner les candidats au brevet d'Etat de moniteur de voile (1^{er} degré) est nommé par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports et comprend :

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ou son représentant, président ;

Trois représentants du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ;

Un représentant du secrétariat général de la marine marchande ;

Trois représentants de la fédération française du yachting à voile.

Art. 5. — Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports arrête définitivement la liste des candidats admis, sur proposition du jury prévu à l'article précédent.

Art. 6. — L'examen de moniteur de voile (1^{er} degré) comporte les épreuves suivantes :

A. — Epreuves pratiques.

1° Exécution d'un parcours à bord d'un dériveur léger d'initiation. Le candidat, seul à bord, effectuera un parcours entre trois bouées distantes de 300 à 600 mètres et comprenant :

- Le départ d'une plage ;
- L'accostage d'une embarcation ou d'un ponton ;
- L'arrivée sur une plage.

(Coefficient 2.)

2° Conduite d'une embarcation à la godille, à l'aviron et à la pagaie (coefficient 1/2).

Pour ces deux épreuves, le candidat sera noté en fonction de son aisance dans les différents exercices.

3° Soins aux noyés (coefficient 1/2).

B. — Epreuve pédagogique.

1° Exposé théorique à un groupe d'élèves.

2° Leçon ou partie d'une leçon, soit :

- A terre ;
- Sur un bateau-école ;
- Avec un groupe de voiliers.

Le candidat disposera de dix minutes pour préparer les questions qui seront tirées au sort (coefficient 3).

C. — Epreuve écrite (durée : deux heures).

Cette épreuve comporte une ou plusieurs questions choisies dans chacune des trois rubriques ci-dessous :

a) Bases techniques fondamentales :

Théorie fondamentale spécifique au voilier : analyse des forces, centres de gravité, résistance de dérive.

Energie motrice : définition et analyse, modification du vent apparent, différentes allures.

Assiette du bateau.

Mécanique du mât et incidence sur le profil des voiles.

b) Manœuvres du voilier :

Virements de bord.

Appareillage et accostage d'une plage, d'un ponton.

Prises de mouillage.

Manœuvres de mauvais temps (prise de ris, tours de rouleau, mise à la cape, etc.).

c) Sécurité et réglementation des activités nautiques :

Connaissance de toutes réglementations en vigueur concernant la navigation dans les limites prévues à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Organisation de la sécurité dans un centre nautique.

(Coefficient 1 1/2.)

D. — Epreuve orale.

Le candidat, après une préparation de dix minutes, sera interrogé sur un sujet tiré au sort dans chacune des rubriques ci-dessous :

a) Connaissances nautiques :

Le bateau, le gréement, les voiles, l'accastillage.

Entretien du matériel : coque, réserve de flottabilité, voiles, cordages, chaînes, corps morts et mouillage, hivernage.

Connaissance de la mer : marées, courants.

Notions de météorologie appliquée à la navigation à voile.

Organisation d'un centre nautique.

Matelotage d'utilisation courante dans la navigation à voile.

b) Technique et tactique élémentaires de la régate :

Règlements de la fédération française du yachting à voile.

Technique élémentaire du spinnaker et du trapèze.

Notions élémentaires de tactique : le départ, allures de finesse, allures de poussées.

Mise en condition physique.

c) Organisation de la voile en France :

Rôle des autorités et institutions :

Secrétariat général de la marine marchande.

Ministère des armées (marine).

Secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports.

La fédération française du yachting à voile : son organisation, ses grandes associations.

Le sauvetage maritime.

Usages, courtoisie et entraide.

(Coefficient 1 1/2.)

Art. 7. — Chaque épreuve de l'examen est notée sur 20. Pour chacune des épreuves pratiques, toute note égale ou inférieure à 6 est éliminatoire.

Pour les autres épreuves, cette note peut être rendue éliminatoire par décision du jury.

Pour obtenir le brevet d'Etat de moniteur de voile (1^{er} degré), les candidats doivent avoir obtenu un total d'au moins 90 points.Art. 8. — Les personnes qui ont commencé à enseigner la voile à titre rémunéré entre le 8 août 1961 et la date de publication du présent arrêté ne pourront continuer à exercer à ce titre, à l'expiration du délai d'un an à compter de cette dernière date, que si elles ont obtenu le brevet d'Etat de moniteur de voile (1^{er} degré) créé par le présent arrêté.

Art. 9. — La liste des diplômes figurant au tableau B annexé à l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif est complétée par le brevet créé par le présent arrêté.

Art. 10. — Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 octobre 1965.

Pour le ministre et par délégation :

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,
MAURICE HERZOG.

Date d'élections partielles au conseil académique de Caen.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi du 27 février 1880, modifiée par la loi du 20 janvier 1954 ;

Vu le décret du 16 mars 1880 ;

Sur la proposition du directeur des personnels d'enseignement général, technique et professionnel,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Des élections partielles auront lieu le 29 novembre 1965 afin de pourvoir au remplacement, au conseil académique de Caen, de M. Loing, professeur agrégé de lettres au lycée d'Etat de garçons de Caen, et de M. Nondier, professeur agrégé de lettres au lycée d'Etat de garçons de Cherbourg, appelés à d'autres fonctions.

Deux professeurs agrégés de l'ordre des lettres seront élus par les professeurs agrégés du même ordre en exercice dans les lycées, les lycées municipaux et les collèges d'enseignement secondaire de l'académie.

Art. 2. — Un second tour de scrutin aura lieu, le cas échéant, le 13 décembre 1965.

Art. 3. — Le recteur de l'académie de Caen est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 3 novembre 1965.

Pour le ministre et par délégation :

Le secrétaire général,
PIERRE LAURENT.

MINISTERE DE L'INDUSTRIE

Commission supérieure nationale
du personnel des industries électriques et gazières.

Par arrêté du 27 octobre 1965 :

M. Maurice Luneau est nommé membre titulaire de la commission supérieure nationale du personnel des industries électriques et gazières, en qualité de délégué du personnel, représentant de la fédération nationale des syndicats du personnel des industries électriques et gazières, en remplacement de M. Daniel Michon.

M. Henri Rant est nommé membre suppléant de la commission supérieure nationale du personnel des industries électriques et gazières, en qualité de délégué du personnel, représentant de la fédération nationale des syndicats du personnel des industries électriques et gazières, en remplacement de M. Maurice Luneau.

Par arrêté en date du 29 octobre 1965, M. Pierre Protais, chef de centre chargé de mission auprès du directeur régional de la distribution à Paris, est nommé membre suppléant de la commission supérieure nationale du personnel des industries électriques et gazières en qualité de membre représentant la direction générale d'Electricité de France, en remplacement de M. Emile Laroche.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Directions départementales de l'agriculture.

Par arrêté du ministre de l'agriculture en date du 30 juillet 1965, M. Thauvin (Pierre), ingénieur en chef des services agricoles à la direction départementale de l'agriculture des Basses-Pyrénées, a été admis à faire valoir ses droits à la retraite, sur sa demande, à compter du 1^{er} août 1965, en application des dispositions de l'article 6 de la loi prorogée n° 56-782 du 4 août 1956.

Enseignement agricole.

Par arrêté du ministre de l'agriculture en date du 30 août 1965, M. Ludet (Louis), ingénieur d'agronomie, professeur au lycée agricole d'Arras, a été admis à faire valoir ses droits à la retraite, sur sa demande, à compter du 1^{er} octobre 1965.Liste d'admission à l'école nationale des ingénieurs
des travaux ruraux et des techniques sanitaires de Strasbourg.

Par arrêté du ministre de l'agriculture du 25 octobre 1965, les candidats dont les noms suivent, inscrits sur la liste d'aptitude fixée par arrêté du 6 juillet 1965, sont admis à l'école nationale des ingénieurs des travaux ruraux et des techniques sanitaires de Strasbourg :

En qualité d'élève ingénieur des travaux ruraux, à compter du 1^{er} octobre 1965, sous réserve des examens médicaux qu'ils devront subir :MM. Yhuel (Hervé).
Duchain (Alain).
Thil (Denis).
Joly (Jacques).
Espiau (Jean).
Maucombe (Max).
Vergnaud (Jean-Pierre).
Putman (Marcel).
Bonduel (Bernard).MM. Nouveau (Jean-Claude).
Lardiller (Alain).
Athenoux (Jean-Claude).
Rillie (Michel).
Guérin (Jean-Luc).
Morviller (Jean-Pierre).
Decanini (Roger).
Tinchant (Bernard).

En qualité d'élève ingénieur des techniques de l'équipement rural non fonctionnaire :

MM. Dewulf (Jacques).
Gache (Pierre).
Herb (Jean-Pierre).
Ausoleil (Jean-Louis).MM. Schumann (Philippe).
Remont (Bruno).
Blondelle (Pierre).
Chetboun (Gérard).